



Conseil de classe



Tous ensemble contre les « O.G.M.^{2*} » !

En 1945-47, des ministres issus du PCF, auréolé du titre mérité de *Parti des Fusillés*, créaient le **statut des fonctionnaires** et celui des mineurs (M. Thorez), la **Sécu** et les **retraites par répartition** (A. Croizat) ; ils nationalisaient Renault et EDF (M. Paul), consolidaient le Code du travail (Croizat), refondaient l'**Education nationale** (H. Wallon) et la Recherche publique (F. Joliot-Curie), généralisaient les conventions collectives (Croizat) et relançaient la production nationale (Tillon, Billoux). Avant d'être exclus du gouvernement sur pression de Washington (1947), ces ministres étroitement liés à la classe ouvrière avaient appliqué à marche forcée le programme du CNR qui, dans le cadre de la souveraineté nationale retrouvée, appelait à « *mettre le monde du travail au cœur de la vie nationale* ».

A l'arrière-plan des avancées de la Libération, un PCF marxiste-léniniste devenu le 1^{er} parti de France, 5 millions de cégétistes, un grand patronat discrédité par sa *Kollaboration* et une Union soviétique reconnue par tous comme le principal vainqueur d'Hitler, de Stalingrad à la prise de Berlin.

En 2017, inversion totale de circuit : un parlement de « start-upers », de DRH et de communicants prétentieux s'intitulant « société civile » (0% d'ouvriers !), portés par les médias aux mains de huit milliardaires (*Lagarrière, Drahi, Dassault, Bouygues...*) et jurant allégeance à un ex-« trader » élu par... 16% des inscrits (!), met « en marche » le programme commun de l'UE, du MEDEF et du CAC-40 :

- **casse sur Ordonnances du Code du travail, des conventions collectives** (au profit d'« accords » d'entreprise au rabais), **des Statuts** (Macron est un champion de l'« ubérisation »), **des services publics** (suppression de 120 000 fonctionnaires alors que les services publics sont « à l'os »), flicage des indemnités chômage, institution de la trêse aléatoire « retraite à points » et nouvelle

baisse des pensions des fonctionnaires (calculées sur les 25 dernières années et non sur les six derniers mois) ; bref **une déferlante thatchérienne qui ne dit pas son nom...**

- **écrasement des libertés** (inscription dans la loi courante des dispositifs liberticides de l'état d'urgence) **et de la séparation des pouvoirs** (parlement aux ordres de l'Elysée qui gouverne par ordonnances, justice dépossédée) ;

- **liquidation de la France** au titre du « saut fédéral européen » (« *gouvernement de la zone euro* », « *défense européenne* ») donnant à Berlin un droit de co-piloter la force de frappe française, résurgence du funeste *TAF-TA* voulu par Wall Street, basculement des grandes entreprises au tout-anglais patronal),

- **marche aux guerres impérialistes**, Macron jurant de porter le budget militaire à 2% du PIB et de frapper la Syrie sans mandat de l'ONU...

- **Casse de l'Education nationale et des diplômes nationaux qu'elle délivre**, et qui étalonnent les conventions collectives, « compétences » délivrées par des établissements publics concurrents (où le chef d'établissement sera tout-puissant). Tout cela pour peser sur le prétendu « coût du travail » (en clair, pour abaisser les salaires et augmenter les profits !).

Comment en est-on arrivé à un rapport des forces tel entre Capital et Travail que la question aujourd'hui posée par le jeune banquier-président est rien moins que la **liquidation de l'Etat-nation français et des conquêtes sociales, démocratiques et culturelles dont il est le cadre ?**

La réponse est simple : au niveau mondial, **le capitalisme s'est re-mondialisé à l'issue d'une contre-révolution** liquidant les acquis géopolitiques d'Octobre 1917. En France, harce-

lé par les campagnes anticommunistes, la direction du PCF a baissé pavillon : sous couvert de « modernité », elle a renié ses principes révolutionnaires et a accepté le mythe social-démocrate de « l'Europe sociale ». En réalité, **l'UE est une dictature supranationale** arrimée à l'OTAN, dominée par Berlin, humiliant les ex-peuples souverains et réduisant le peuple grec au désespoir.

Pourtant, **la classe ouvrière résiste** comme on l'a vu durant la lutte dure de 2016 contre la Loi Travail. Au 1^{er} tour de la présidentielle, **la candidature « insoumise »**, à laquelle le PRCF avait apporté un soutien critique mais loyal, a **réuni 7 millions de voix**. Durant la campagne, le fascisant FN a tombé son masque « patriote » : en fait, il ne veut pas quitter l'UE car la haute bourgeoisie le congédierait aussitôt !

A l'inverse, **les travailleurs et les jeunes ont délégitimé Macron en s'abstenant massivement** (56% d'abstentions, près de 10% de blancs et nuls au second tour des législatives : 2 ouvriers sur trois, la majorité écrasante des 18-30 ans ont boycotté le « jeune trader » Macron et n'attendent que du mauvais de sa part).

Alors, aidons le PRCF à **reconstruire un PC de combat. Sortons de l'UE et de l'OTAN par la porte à gauche** (nationalisations, démocratie sociale, coopération transcontinentale, antiracisme, services publics...) pour construire une *France Franchement Insoumise* aux forces destructives du capital. Et activons l'**unité d'action des travailleurs du public et du privé** ; car la défense de l'Education NATIONALE et du statut des fonctionnaires ne fait qu'un avec la défense des conventions collectives et du Code du travail.

Oui, **tous ensemble contre les « O.G.M.² »*** !

* *Ordonnances Gattaz-Macron-Merkel.*

Je m'abonne à **Initiative Communiste** journal mensuel du **PRCF**

- Offre découverte: 3 mois gratuits; sans aucune obligation d'achat!!!**
 - Un an = 24 €uros (20€ chômeur / étudiant)**
 - 6 mois = 12 €uros (10€ chômeur / étudiant)**
- Nom:..... Prénom:.....
 Courriel:..... Tel:...../...../...../.....
 Adresse:.....
 CP:..... Ville:.....

Chèque à l'ordre de **Initiative Communiste** à adresser au journal: BP 30111, 62802 LIEVIN Cedex

Contact:

www.prcf.fr
 @PRCF_
 Facebook.com/
 PRCF.Initiative.Communiste
 prcf@orange.fr
 Tel/Fax: 09 71 55 75 12